

**Libye - Déclaration commune des
gouvernements de la France, de
l'Italie, du Royaume-Uni et des
Etats-Unis d'Amérique**
(Paris, 27 juin 2018)

Les gouvernements de la France, de l'Italie, du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique sont vivement préoccupés par l'annonce faite par l'Armée nationale libyenne concernant la remise des champs de pétrole et des installations de Ras Lanouf et Sidra à une entité illégitime et non reconnue qui prétend être la compagnie pétrolière nationale. La production de pétrole et les installations et recettes pétrolières libyennes appartiennent au peuple libyen. Ces ressources vitales doivent demeurer sous le contrôle exclusif de la compagnie pétrolière nationale (National Oil Corporation) légitime et sous la seule supervision du Gouvernement d'entente nationale comme énoncé dans les résolutions 2259 (2015), 2278 (2016) et 2362 (2017) du Conseil de sécurité des Nations Unies. La résolution 2362 du Conseil de sécurité des Nations Unies condamne les tentatives d'exportation illicite de pétrole, y compris de pétrole brut et de produits pétroliers raffinés, depuis la Libye, par des institutions parallèles qui échappent à l'autorité du Gouvernement d'entente nationale.

Toute tentative de contourner le régime de sanctions Libye du Conseil de sécurité des Nations Unies nuira considérablement à l'économie libyenne, exacerbera la crise humanitaire et compromettra la stabilité générale de la Libye. La communauté internationale demandera des comptes à ceux qui portent atteinte à la paix, à la sécurité et à la stabilité de la Libye. Nous demandons aux éléments armés de cesser les hostilités et de se retirer immédiatement des installations pétrolières sans condition avant que d'autres dommages ne soient causés. Dès septembre 2016, l'Armée nationale libyenne a soutenu les travaux menés par la compagnie pétrolière nationale légitime pour reconstruire le secteur pétrolier dans l'intérêt du peuple libyen. Cette action allait dans le sens des intérêts nationaux de la Libye. La compagnie pétrolière nationale légitime doit être à nouveau autorisée à travailler sans entraves, au nom du peuple libyen, pour réparer les infrastructures endommagées par l'attaque des forces menées par Ibrahim Jadhnan et pour rétablir la production et les exportations de pétrole perturbées par l'attaque./.